PROCES VERBAL DE LA REUNION DU 7 NOVEMBRE 2019

Nombre de membres – Afférents au Conseil municipal : 25 – En exercice : 25 – Présents : 22

L'an deux mil dix-neuf, le sept novembre, à vingt heures trente minutes, les membres du Conseil municipal de la commune de La Roche-Neuville se sont réunis à la salle des associations, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Jean-Paul FORVEILLE, Maire, après convocation adressée le 31 octobre 2019.

Etaient présents : Jean-Paul Forveille, Lucien Aubert, Jean-Yves Tarot, Frédéric Saget, Philippe Houdu, Frédérique Lucas, Céline Cottereau, Christophe Delogé, Jean-Marie Chauveau, Nadia Buchot, Nathalie Chartier, Alexandra Aubert, Christophe Bertron, Stéphanie Boulay, Guillaume Cousin, Karl Notais, Pascal Prod'homme, Jacques de Chavagnac, Nicolas Barré, Christelle Duchemin, Nicole Planchenault, Florence Michel.

Membres absents ayant donné pouvoir : Jérôme Pompagnini à Jean-Paul Forveille.

Membres absents excusés : Sandrine Hermenier, Peggy Huaumé.

Secrétaire de séance : Jean-Marie Chauveau

1/ APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 3 OCTOBRE 2019

RAPPORTEUR : JP FORVEILLE

EXPOSE : M. le Maire demande aux membres du Conseil municipal s'ils ont des observations à formuler au procès-verbal de la réunion du 3 octobre 2019 qui leur a été transmis.

PROPOSITION : S'il n'y a pas d'observation particulière, M. le Maire propose au Conseil municipal d'approuver le procès-verbal de la séance du 3 octobre 2019.

DECISION : A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil municipal adopte le procès-verbal de la réunion du 3 octobre 2019.

2/ DOSSIER CONSTRUCTION D'UN ACCUEIL PERI/EXTRASCOLAIRE

AVENANT N° 02 AU LOT N° 01 – MAÇONNERIE

DCM 2019-11-D-01

RAPPORTEUR : JP FORVEILLE

EXPOSE : Dans le cadre de la construction d'un accueil de loisirs péri/extrascolaire à Loigné sur Mayenne, M. le Maire expose au Conseil municipal qu'en cours de chantier, les

prestations du lot n° 02 – Maçonnerie – qui ont fait l’objet d’un marché passé avec l’entreprise MJCD MEIGNAN – 31 chemin de la Guesnardière – 53200 Château-Gontier-sur-Mayenne, doivent être modifiées suite à des travaux complémentaires dus à l’absence d’offre sur le lot « Carrelage ».

Le montant des travaux complémentaires s’élève à 3 000 € HT (3 600 € TTC).

Le prix global et forfaitaire du marché de travaux est de 152 000 € HT
Et est porté à 161 232,15 € HT avec l’avenant n° 01, soit 193 478,58 € TTC
Et est porté à **164 232,15 € HT** avec l’avenant n° 02, soit 197 078,58 € TTC

Les clauses du marché non modifiées par le présent avenant restent entièrement applicables.

PROPOSITION : Compte tenu de la nécessité de réalisation de ces travaux complémentaires dus à l’absence d’offre sur le lot « Carrelage », M. le Maire propose au Conseil municipal :

- de retenir cet avenant tel que défini dans le tableau ci-dessous :

<i>RECAPITULATIF</i>	
Marché de base	152 000,00 €
Avenant n° 01	9 232,15 €
Avenant n° 02	3 000,00 €
Montant HT	164 232,15 €
TVA 20 %	32 846,43 €
Montant TTC	197 078,58 €

- de l’autoriser (ou son représentant) à signer tout document se rapportant à ce dossier

DECISION : A l’unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil municipal adopte la proposition du Maire et l’autorise à signer tout document se rapportant à ce dossier.

TRAVAUX COMPLEMENTAIRES – BRANCHEMENT EU-EP

DCM 2019-11-D-02

RAPPORTEUR : JP FORVEILLE

EXPOSE : M. le Maire expose au Conseil municipal que, dans le cadre de la construction de l’accueil péri/extrascolaire, des travaux complémentaires sont nécessaires suite à un problème technique pour trouver le point bas d’évacuation des eaux usées et eaux pluviales. Il présente à cet effet un devis établi par l’entreprise ASTERA (entreprise qui a réalisé les fondations du bâtiment) dont le montant s’élève à 4 767 € HT (5 720,40 € TTC).

PROPOSITION : Au regard des éléments exposés, M. le Maire propose au Conseil municipal d’accepter le devis de l’entreprise ASTERA et de l’autoriser à le signer.

DECISION : A l’unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil municipal adopte la proposition du Maire.

3/ DOSSIER LOTISSEMENT DU STADE 4

**CREATION DU LOTISSEMENT « LE STADE 4 »
RAPPORT D'ANALYSE DES OFFRES**

DCM 2019-11-D-03

RAPPORTEUR : JP FORVEILLE

EXPOSE : M. le Maire présente au Conseil municipal le rapport d'analyse des offres établi par le Cabinet PRAGMA, maître d'oeuvre, suite à l'ouverture des plis d'appels d'offres qui a eu lieu le 3 octobre 2019, concernant la création du lotissement « Le Stade 4 » à Loigné sur Mayenne. Ce rapport lui a été remis le jeudi 10 octobre 2019.

Rappel du déroulement de la procédure :

- Envoi de la consultation le 30 août 2019
- Date limite de réception des offres le 3 octobre 2019 à 12h00
- Ouverture des plis le 3 octobre 2019 à 16h00
- Présentation du rapport d'analyse le 10 octobre 2019 à 15h00

Six entreprises ont répondu à la consultation.

<i>Nom des entreprises</i>
ELB
PIGEON TP
EUROVIA
FTPB
BENOIT MAURICE
CHAZE TP

Après analyse des offres, le maître d'œuvre propose de retenir l'offre de l'entreprise ELB qui présente toutes les qualités et les références requises pour la réalisation des travaux et apparaît la plus avantageuse économiquement au regard des critères de sélection pour un montant de 267 923,90 € HT soit 321 508,68 € TTC.

PROPOSITION : Au regard des éléments exposés, M. le Maire propose au Conseil municipal :

- de retenir l'offre de l'entreprise ELB, mieux disante, pour un montant de **267 923,90 € HT** (321 508,68 € TTC) ;
- de l'autoriser ou son représentant à signer le marché correspondant avec l'entreprise ainsi que tous documents se rapportant à ce dossier.

DECISION : A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil municipal adopte la proposition du Maire.

**ALIMENTATION BT/RT/EP : CONVENTION TERRITOIRE D'ENERGIE
MAYENNE (TEM 53)**

DCM 2019-11-D-04

RAPPORTEUR : JP FORVEILLE

EXPOSE : Dans le cadre de la création du lotissement « Le Stade 4 », M. le Maire donne connaissance au Conseil municipal d'une estimation des dépenses relatives aux travaux d'alimentation BT/RT/EP – desserte électrique et fourreau d'éclairage public, communiquée par Territoire d'Energie Mayenne (TEM 53).

Il précise qu'afin de permettre à TEM 53 de financer ces travaux dans un programme d'électrification rurale, il est nécessaire de leur retourner une convention signée ainsi qu'un accord sur la proposition financière correspondante. Il est rappelé que l'estimation des dépenses a été établie suivant le bordereau de TEM 53 selon les conditions économiques connues à ce jour et pourra être actualisée lors de la réalisation des ouvrages suivant la variation des index pour l'électricité.

PROPOSITION : Au regard des éléments exposés, M. le Maire propose au Conseil municipal de valider les conventions de Territoire d'Energie Mayenne en ces termes :

1/ POUR LES TRAVAUX D'ALIMENTATION DES RESEAUX BT/EP

Article 1^{er} : Objet

La commune de La Roche-Neuville a décidé de faire réaliser les travaux suivants :

Alimentation des réseaux BT/EP Lotissement « Le Stade 4 »

Territoire d'Energie Mayenne (TEM 53) compétent dans ce domaine, a accepté de faire réaliser ces travaux.

Article 2 : Modalités techniques et financières

Territoire d'Energie Mayenne s'engage à réaliser ces travaux selon les modalités suivantes :

Coût total TTC des travaux	55 536,00 €

Participation de la commune :

Le coût des travaux (équipements propres) HT	42 500,00 €
Montant de la subvention	- 14 875,00 €

Coût des travaux « Eclairage public »	+ 2 000,00 €

Frais de maîtrise d'oeuvre 4 %	1 780,00 €

Participation de la commune	31 405,00 €

La commune de La Roche-Neuville s'engage donc à verser à Territoire d'Energie Mayenne la somme de : **31 405 €** pour les travaux indiqués à l'article 1.

Article 3 : Paiement de la participation financière de la commune

Suite aux dispositions arrêtées par le Comité Syndical le 07/12/2011, une contribution de 50 % des sommes dues sera demandée à la commune dès la commande à l'entreprise réalisatrice des travaux.

Le subventionnement des études étant conditionné à la réalisation des travaux, toute étude réalisée pour laquelle la commune renoncerait d'en financer les travaux, ne pourra bénéficier de la subvention et lui sera intégralement facturée.

Le paiement sera effectué auprès du Payeur Départemental à réception de la demande.

2/ POUR LES RESEAUX TELEPHONIQUES**Article 1^{er} : Objet**

La commune de La Roche-Neuville a décidé de faire réaliser les travaux suivants :

Réseaux téléphoniques du Lotissement « Le Stade 4 »

Territoire d'Energie Mayenne, compétent dans ce domaine, a accepté de faire réaliser ces travaux.

Article 2 : Modalités techniques et financières

Territoire d'Energie Mayenne s'engage à réaliser ces travaux selon les modalités suivantes :

Le coût des travaux TTC	26 640,00 €
Frais de maîtrise d'œuvre 4 %	1 065,60 €
Participation de la commune	27 705,60 €

La commune de La Roche-Neuville s'engage donc à verser à Territoire d'Energie Mayenne la somme de **27 705,60 €** pour les travaux indiqués à l'article 1.

Article 3 : Paiement de la participation financière de la commune

Suite aux dispositions arrêtées par le Comité Syndical le 07/12/2011, une contribution de 50 % des sommes dues sera demandée à la commune dès la commande à l'entreprise réalisatrice des travaux.

Le subventionnement des études étant conditionné à la réalisation des travaux, toute étude réalisée pour laquelle la commune renoncerait d'en financer les travaux, ne pourra bénéficier de la subvention et lui sera intégralement facturée.

Le paiement sera effectué auprès du Payeur Départemental à réception de la demande.

DECISION : A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil municipal adopte les propositions du Maire et l'autorise à signer tous les documents se rapportant à ce dossier.

ECLAIRAGE PUBLIC : ESTIMATION DU COUT DES CANDELABRES

RAPPORTEUR : JP FORVEILLE

INFORMATION : Pour information, M. le Maire précise au Conseil municipal que dans le cadre de la réalisation de l'éclairage public du lotissement « Le Stade 4 », Territoire d'Energie Mayenne participera à hauteur de 25 % au prix d'achat des candélabres ; 12 candélabres sont prévus à raison de 1 500 € l'unité, la participation de la commune s'élèvera ainsi à 13 500 €.

REALISATION D'UN PRET A COURT TERME

DCM 2019-11-D-05

RAPPORTEUR : JP FORVEILLE

EXPOSE : M. le Maire informe le Conseil municipal qu'il sera nécessaire de réaliser un prêt à court terme d'un montant de 300 000 € dans le cadre de la réalisation des travaux de création de la tranche 4 du lotissement du Stade, et qu'à cet effet il a sollicité des propositions de financement auprès de diverses banques.

Deux banques ont répondu et leurs offres de financement sont présentées au Conseil municipal.

DECISION : Au regard des éléments exposés, à l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil municipal :

- retient l'offre de financement de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel au taux fixe de 0,51 % ;
- décide de valider la proposition de délibération comme suit :

OBJET : Réalisation d'un emprunt pour assurer le financement de : "**RELAIS**" dans l'attente de l'encaissement des ventes de parcelles de la tranche 4 du Lotissement du Stade.

ARTICLE-1 : M. le Maire de la commune de LA ROCHE-NEUVILLE est autorisé à réaliser auprès de la **CAISSE FEDERALE DU CREDIT MUTUEL** de Maine-Anjou, Basse-Normandie, 43, Boulevard Volney à LAVAL (53) :

un emprunt de : **300 000 Euros**

dont le remboursement de capital s'effectuera au plus tard 36 mois après la date de mise à disposition des fonds.

ARTICLE-2 : Le taux nominal de l'emprunt sera de : **0.51%** - Taux Fixe

Le taux effectif global ressort à : 0,54370 %

Les intérêts seront appelés trimestriellement (fin de trimestre civil).

Les frais de dossier d'un montant de **300 €** seront déduits du déblocage de prêt.

ARTICLE-3 : Le Conseil municipal de LA ROCHE-NEUVILLE s'engage, pendant toute la durée du prêt, à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les ressources nécessaires

pour assurer le paiement des annuités et à inscrire en priorité, en dépenses obligatoires à son budget les sommes nécessaires au règlement des échéances.

ARTICLE-4 : Le Conseil municipal de LA ROCHE-NEUVILLE :

- Autorise M. le Maire à intervenir au nom de la commune de LA ROCHE-NEUVILLE à la signature du contrat de prêt ainsi qu'à sa mise en place ;
- Donne le cas échéant délégation à M. Aubert Lucien, en sa qualité de 1^{er} adjoint et maire délégué, pour suppléer M. le Maire dans cette formalité.

FIXATION DU PRIX DE VENTE DU M² DE TERRAIN

DCM 2019-11-D-06

RAPPORTEUR : JP FORVEILLE

EXPOSE : M. le Maire présente au Conseil municipal un état estimatif des dépenses liées à la création de la tranche 4 du lotissement du Stade, puis demande au Conseil municipal de se prononcer sur le prix de vente du m² de terrain.

PROPOSITION : Au regard des éléments présentés, M. le Maire propose au Conseil municipal de fixer le prix de vente du m² de terrain du lotissement « Le Stade 4 » à **44 € TTC**. Pour chacune des parcelles, le calcul du prix de vente fera l'objet d'une délibération spécifique autorisant la vente.

DECISION : A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil municipal adopte la proposition du Maire.

ASSUJETTISSEMENT A LA T.V.A.

DCM 2019-11-D-07

RAPPORTEUR : JP FORVEILLE

EXPOSE : M. le Maire rappelle au Conseil municipal les modalités relatives à l'assujettissement à la T.V.A. d'un lotissement communal.

PROPOSITION : M. le Maire propose ensuite au Conseil municipal d'opter pour l'assujettissement à la T.V.A. du lotissement « Le Stade 4 ».

DECISION : A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil municipal adopte la proposition du Maire.

CHOIX DU NOTAIRE

DCM 2019-11-D-08

RAPPORTEUR : JP FORVEILLE

EXPOSE : M. le Maire informe le Conseil municipal de la nécessité de désigner un notaire pour le suivi des dossiers d'acquisition de parcelles de terrain du lotissement « Le Stade 4 ».

PROPOSITION : Au regard des éléments exposés, M. le Maire propose de retenir l'Etude de Maître Fabien JOSSET, notaire à Château-Gontier-sur-Mayenne – 3 boulevard Bonneau.

DECISION : A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil municipal adopte la proposition du Maire.

4/ RESERVE FONCIERE

ACHAT D'UN TERRAIN A SAINT-SULPICE

RAPPORTEUR : L. AUBERT

EXPOSE : M. Aubert rappelle au Conseil municipal qu'il est opportun de réfléchir à l'urbanisation d'une zone inhabitée dans le centre bourg de Saint-Sulpice, chemin de Bel Air. Ce terrain représente en effet une « dent creuse » au cœur de l'agglomération. La parcelle de terrain concernée, cadastrée section A n° 180, d'une surface de 3884 m², appartient à Mme BARAIS Georgette.

Comme indiqué dans le procès-verbal de la réunion du 3 octobre 2019, compte tenu des diverses possibilités d'accès aux propriétés contigües, une esquisse précise de plan et voirie est présentée au Conseil municipal.

M. Aubert informe le Conseil qu'après avoir rencontré la propriétaire et ses enfants, ceux-ci lui ont indiqué qu'ils sont vendeurs dudit terrain pour un montant de 30 000 € net vendeur.

PROPOSITION : Au regard des éléments exposés, M. le Maire propose au Conseil municipal :

- de procéder à l'acquisition de la parcelle de terrain A 180, d'une superficie de 3884 m², pour un montant total de 30 000 € net vendeur, auprès des Consorts BARAIS dont le notaire est Maître Mathieu GAUTIER – 22 rue Pierre Martinet à Château-Gontier ;
- de prendre en charge tous les frais annexes liés à cette acquisition.

DECISION : Après en avoir délibéré, les membres présents ou représentés, à l'exception de M. Lucien AUBERT qui n'a pris part ni au débat ni à la décision, adoptent la proposition du Maire.

---

*5/ SUBVENTION COMPLEMENTAIRE LECTURE PUBLIQUE
FCATR/FAD*

DCM 2019-11-D-09

OBJET : Demande de Fonds d'Accompagnement au Développement - Approbation du projet "Lecture publique".

RAPPORTEUR : F. LUCAS

EXPOSE : Mme Lucas informe le Conseil municipal que la Commune déléguée de Saint-Sulpice, dans le cadre de l'opération « Lecture publique », souhaite acquérir des livres pour la bibliothèque communale.

Elle précise que ce projet s'inscrit dans le cadre du Fonds Communautaire d'Aménagement du Territoire Rural, et notamment du FAD (Fonds d'Accompagnement au Développement) - Volet 4 "Solidarité communautaire" (lecture publique).

Aussi, afin de contribuer au financement de cette opération, la commune déléguée de Saint-Sulpice peut solliciter le soutien financier de la Communauté de Communes du Pays de Château-Gontier, au titre du volet 4 du F.A.D. à hauteur de **384,40 €** (correspondant à la population INSEE de la commune de Saint-Sulpice, soit 248 hab. x 1,55 € = 384,40 €).

L'aide de la Communauté de Communes sera égale à 50 % du reste à charge de la commune de Saint-Sulpice, subventions déduites, sur présentation de factures.

PROPOSITION : Au regard des éléments exposés, M. le Maire propose au Conseil Municipal :

- d'approuver l'opération "Lecture publique", telle que décrite ci-dessus ;
- de l'autoriser à solliciter, auprès de la Communauté de Communes du Pays de Château-Gontier, l'attribution d'une subvention d'un montant de **384,40 €**, s'inscrivant dans le cadre du volet 4 du F.A.D. (lecture publique) ;
- d'approuver le règlement du FCATR ;
- de lui donner tout pouvoir pour effectuer toutes démarches et signer toutes pièces afférentes au présent dossier.

DECISION : A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil municipal adopte la proposition du Maire.

6/ PARTICIPATIONS FINANCIERES AUX FRAIS DE SCOLARITE

**PARTICIPATION FINANCIERE DE LA COMMUNE DE LA ROCHE-NEUVILLE
AU RPI HOUSSAY/SAINT-SULPICE POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2018/2019**

DCM 2019-11-D-10

RAPPORTEUR : JP FORVEILLE

EXPOSE : M. le Maire présente au Conseil municipal l'état des frais de participation de la commune de Saint-Sulpice, commune déléguée de la Roche-Neuville, aux frais de fonctionnement du RPI/Ecole publique de Houssay, établi pour l'année scolaire 2018/2019 suivant la convention validée le 10 mai 2019.

Compte tenu que 16 enfants fréquentent le RPI/Ecole publique de Houssay, le montant des charges intercommunales dues par la commune de Saint-Sulpice, commune déléguée de La Roche-Neuville, s'élève à **12 940,03 €**.

PROPOSITION : Au regard des éléments exposés, M. le Maire propose au Conseil municipal de verser à la commune de Houssay la somme de **12 940,03 €** représentant le montant de la participation de la commune déléguée de Saint-Sulpice aux charges du RPI pour l'année scolaire 2018/2019.

DECISION : A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil municipal adopte la proposition du Maire.

**PARTICIPATION FINANCIERE DE LA COMMUNE DE MARIGNE-PEUTON AU
RPI LOIGNE-SUR-MAYENNE/MARIGNE-PEUTON POUR L'ANNEE
SCOLAIRE 2019/2020**

DCM 2019-11-D-11

RAPPORTEUR : JP FORVEILLE

EXPOSE : M. le Maire informe le Conseil municipal que le montant de la participation financière de la commune de Marigné-Peuton aux charges du RPI/Ecole publique de La Roche-Neuville est actuellement de 621 € par élève et n'a pas été majoré depuis 2017. A cela, s'ajoute une participation de 15 € par élève concernant le crédit « transport collectif » (pour les sorties pédagogiques, piscine...).

M. le Maire précise que, compte tenu de l'augmentation des charges de fonctionnement, il serait opportun de majorer le montant de cette participation.

PROPOSITION : Au regard de l'exposé ci-dessus, M. le Maire propose au Conseil municipal de fixer un montant de participation à **631 €** par élève de Marigné-Peuton scolarisé au RPI/Ecole publique de La Roche-Neuville au cours de l'année scolaire 2019/2020, auquel il convient d'ajouter un crédit annexe de 15 € par élève pour couvrir les frais de transport collectif (sorties pédagogiques, piscine...).

Conformément à la convention signée entre les deux communes le 5 décembre 2018, une première facture correspondant à 40 % du coût de l'année scolaire en cours sera adressée dans le courant du mois de novembre 2019 pour couvrir les frais de scolarité du 1^{er} trimestre ; les 60% restant seront facturés dans le courant du mois de mars 2020 pour couvrir les frais de scolarité des deux derniers trimestres de l'année scolaire en cours.

Le montant dû par la commune de Marigné-Peuton sera calculé en fonction du nombre effectif d'élèves scolarisés au RPI/Ecole publique de La Roche-Neuville.

DECISION : A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil municipal adopte la proposition du Maire.

**DEMANDE DE PARTICIPATION FINANCIERE AUX FRAIS DE SCOLARITE
2019/2020 DE L'OGEC DE CHATEAU-GONTIER-BAZOUGES**

DCM 2019-11-D-12

RAPPORTEUR : JP FORVEILLE

EXPOSE : M. le Maire donne connaissance au Conseil municipal d'un courrier du président de l'OGEC Château-Gontier/Bazouges en date du 16 octobre 2019, lequel sollicite, au titre de l'année scolaire 2019/2020, la participation financière aux frais de scolarité de 12 enfants de la commune de La Roche-Neuville (7 primaires et 5 maternelles) inscrits dans les écoles catholiques de leur réseau (écoles Saint-Louis/Sainte-Marie de Bazouges et Sainte-Ursule). Pour information, M. le Maire rappelle, qu'à ce jour, aucune autorisation n'est accordée pour les familles souhaitant une inscription nouvelle dans une école publique située hors de la commune.

PROPOSITION : Au regard des éléments exposés, M. le Maire propose de maintenir la décision prise jusqu'à maintenant de n'accorder aucune dérogation pour une participation financière sollicitée pour une scolarité extérieure à la commune de La Roche-Neuville, à l'exception des cas imposés par la loi, et par conséquent de ne pas donner de suite favorable à cette demande.

DECISION : A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil municipal adopte la proposition du Maire.

---

*7/ REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC (RODP)
2019*

RODP 2019 – OPERATEUR ORANGE

DCM 2019-11-D-13

RAPPORTEUR : JP FORVEILLE

EXPOSE : M. le Maire informe le Conseil municipal qu'au regard de la législation en vigueur, les opérateurs de télécommunications sont tenus de verser aux communes une redevance annuelle pour occupation du domaine public routier.

PROPOSITION :

Vu l'article L.2122 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L.47 du code des postes et communications électroniques,

Vu le décret 2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances d'occupation du domaine public par les opérateurs de télécommunications,

Considérant que l'occupation du domaine public routier par des opérateurs de communications électroniques, donne lieu à versement de redevance en fonction de la durée de l'occupation, de la valeur locative et des avantages qu'en tire le permissionnaire,

M. le Maire propose au Conseil municipal :

1/ de fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public routier, au titre de l'année 2019, selon le barème suivant :

- Pour les infrastructures souterraines, par km et par artère (fourreau contenant ou non des câbles ou câbles en pleine terre) : **40,73 €**,
- Pour les infrastructures aériennes, par km et par artère (ensemble de câbles tirés entre deux supports) : **54,30 €**,
- Pour les autres installations, par m² au sol : **27,15 €**.

2/ d'émettre deux titres de recette, correspondant aux deux fiches d'état du patrimoine arrêté au 31/12/2018, pour les communes de Loigné sur Mayenne et de Saint-Sulpice, communes déléguées de La Roche-Neuville.

Pour information, les montants à percevoir pour l'année 2019, s'élèvent à **1 699,87 €** pour la commune de Loigné sur Mayenne et **712,84 €** pour la commune de Saint-Sulpice.

DECISION : A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil municipal adopte la proposition du Maire.

RODP 2019 – OPERATEUR ENEDIS

RAPPORTEUR : JP FORVEILLE

EXPOSE : M. le Maire informe le Conseil municipal que ? conformément aux articles L 2333-87, R 2333-105 et R 2333-109 du Code Général des Collectivités Territoriales, le concessionnaire est tenu de s'acquitter auprès des communes des redevances dues au titre de l'occupation du domaine public par les ouvrages de distributions et de transport d'électricité.

Pour l'année 2019, le montant de cette redevance due à la commune de La Roche-Neuville par ENEDIS s'élève à **209 €**.

PROPOSITION : Au regard des éléments exposés, M. le Maire propose au Conseil municipal d'émettre le titre de recette correspondant à l'encaissement de cette redevance.

DECISION : A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil municipal adopte la proposition du Maire.

8/ RESSOURCES HUMAINES

AUGMENTATION DE LA DUREE HEBDOMADAIRE DE TRAVAIL D'UN POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE

DCM 2019-11-D-14

RAPPORTEUR : JP FORVEILLE

EXPOSE : M. le Maire rappelle au Conseil municipal la nécessité de modifier la durée hebdomadaire de travail d'un emploi d'adjoint technique territorial permanent à temps

complet afin de satisfaire une qualité du service public en développement au niveau des services techniques sur le territoire de la commune nouvelle de La Roche-Neuville. Cette augmentation est particulièrement liée à la rupture d'un contrat de prestations de services sur la commune déléguée de Saint-Sulpice et à l'optimisation de la polyvalence des agents de la commune nouvelle.

M. le Maire informe le Conseil de la demande qu'il a formulée à cet effet auprès du Comité Technique Paritaire concernant l'augmentation du temps de travail d'un poste d'adjoint technique territorial à compter du 1^{er} janvier 2020, soit le passage d'une durée hebdomadaire de travail de 15h à 35h.

PROPOSITION : Au regard de l'exposé ci-dessus,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'avis du Comité Technique rendu le 16 octobre 2019,

M. le Maire propose :

Article 1^{er} : La suppression, à compter du 1^{er} janvier 2020, d'un emploi permanent à temps non complet (15 heures hebdomadaires) d'adjoint technique territorial.

Article 2 : La création, à compter de cette même date, d'un emploi permanent à temps complet d'adjoint technique territorial.

Article 3 : Les crédits suffisants seront prévus au budget de la commune.

DECISION : A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil municipal adopte la proposition du Maire.

MISE EN PLACE DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

RAPPORTEUR : JP FORVEILLE

EXPOSE : M. le Maire informe le Conseil municipal que le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 a instauré une Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) complétée par un Complément Indemnitaire Annuel (CIA) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir. Ce nouveau régime a vocation à « devenir le nouvel outil indemnitaire de référence » (circulaire du 5 décembre 2014).

Cela signifie que son instauration suppose la suppression des primes et indemnités remplacées par le RIFSEEP (voir infra « cumul du RIFSEEP avec d'autres primes).

L'entrée en vigueur de ce dispositif se fait progressivement depuis le 1^{er} janvier 2016. Il convient donc de mettre en oeuvre son application dans la Fonction Publique Territoriale et la publication des arrêtés nécessaires à l'application de ce régime à tous les grades.

M. le Maire précise au Conseil municipal qu'il souhaite que ce dispositif soit mis en œuvre à compter du 1^{er} décembre 2019 pour ce qui concerne la commune de La Roche-Neuville. Il présente à cet effet le projet de délibération qu'il souhaite soumettre à l'avis du Comité Technique Paritaire qui doit se réunir le 28 novembre prochain.

La délibération du Conseil municipal portant création du RIFSEEP ne pourra être adoptée qu'après avis du Comité Technique Paritaire du 28 novembre 2019 et sera donc inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil municipal prévue le 5 décembre 2019.

AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL : Au regard de l'exposé ci-dessus, les membres présents ou représentés du Conseil municipal émettent un avis favorable au projet de délibération à soumettre au Comité Technique dans le cadre de la mise en place du RIFSEEP au 1^{er} décembre 2019.

---

*9/ DECISIONS MODIFICATIVES AU BUDGET GENERAL DE LA
COMMUNE*

DCM 2019-11-D-15

RAPPORTEUR : JP FORVEILLE

EXPOSE : M. le Maire informe le Conseil municipal qu'au vu de la situation comptable et financière de la commune à ce jour, il est nécessaire de prévoir l'inscription de crédits complémentaires à certains articles budgétaires des sections de fonctionnement et d'investissement en vue du règlement des charges et factures restant à régler d'ici la fin de l'année 2019.

PROPOSITION : Au regard de l'exposé ci-dessus, M. le Maire propose au Conseil municipal de prévoir des crédits complémentaires aux chapitres et articles budgétaires suivants :

Décision Modificative n° 05/2019

<i>Section d'investissement</i>			
<i>Dépenses</i>		<i>Dépenses</i>	
<i>Article</i>	<i>Montant</i>	<i>Article</i>	<i>Montant</i>
<u>Art. 2183-370</u> Acquisition de matériel de bureau et matériel informatique	+2 000	<u>Art. 2315-105</u> Aménagement cimetièrè	-2 000
<u>Art. 2315-440</u> Travaux de voirie	+1 500	<u>Art. 2315-105</u> Aménagement cimetièrè	-1 500

Décision Modificative n° 06/2019

<i>Section de fonctionnement</i>			
<i>Dépenses</i>		<i>Recettes</i>	
<i>Article</i>	<i>Montant</i>	<i>Article</i>	<i>Montant</i>
<u>Chapitre 012 - Charges de personnel</u> Art. 6218 – Autre personnel extérieur	+20 000	<u>Chapitre 013 - Atténuation de charges</u> Art. 6419 - Rembt sur rémunérations	+20 000

Décision Modificative n° 07/2019

<i>Section de fonctionnement</i>			
<i>Dépenses</i>		<i>Dépenses</i>	
<i>Article</i>	<i>Montant</i>	<i>Article</i>	<i>Montant</i>
<u>Art. 673</u> – Titres annulés	+3 600	<u>Art. 60612</u> – Electricité	-1 600
		<u>Art. 6068</u> - Autres fournitures	- 1 000
		<u>Art. 61521</u> – Entretien terrains	- 1 000

DECISION : A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil municipal adopte les 3 propositions de décisions modificatives (DM) présentées par le Maire

---

10/ DROIT DE PREEMTION URBAIN

ACTES PRIS PAR LE MAIRE SUR DELEGATION DE L'ASSEMBLEE

RAPPORTEUR : JP FORVEILLE

M. le Maire rend compte au Conseil municipal des actes qu'il a pris sur délégation du Conseil municipal concernant le Droit de Préemption Urbain. Un dossier a été traité depuis la dernière réunion du Conseil municipal du 3 octobre 2019 (*délibération n° DCM 2017-06-D-03 du 15 juin 2017*).

M. le Maire a ainsi déclaré abandonner le Droit de Préemption Urbain pour le dossier énoncé ci-dessous :

<i>Informations propriétés</i>			<i>Zone PLU</i>
<i>Propriétaire</i>	<i>Adresse propriété</i>	<i>Parcelles concernées</i>	
GARDY Christian	14 Chemin de La Davière	AA 0090 – 00ha20a05ca	UB

---

*11/ FESTIVAL DEPARTEMENTAL « LES NUITS DE LA MAYENNE »
2020*

RAPPORTEUR : JP FORVEILLE

EXPOSE : M. le Maire donne connaissance au Conseil municipal d'un courrier du Président de la Communauté de Communes du Pays de Château-Gontier du 15 octobre 2019 concernant les candidatures au Festival départemental « Les Nuits de la Mayenne » 2020.

De la mi-juillet à la mi-août 2020, le festival repartira sur les routes mayennaises. Partenaire de « Mayenne Culture » depuis 2017, le Pays de Château-Gontier souhaite connaître notre intérêt pour ce festival, avant de répondre positivement à la nouvelle sollicitation de l'association pour 2020.

Si tel était le cas, la Communauté de Communes du Pays de Château-Gontier prendrait en charge la participation financière demandée pour une représentation sur son territoire, à savoir 4 200 €.

Il serait demandé à la commune d'accueil d'assurer la prise en charge du matériel, ainsi que l'installation de ce dernier. L'implication de la commune est indispensable à l'ancrage de cet évènement dans la vie locale.

Les communes intéressées doivent se manifester rapidement auprès de M. le Président du Pays de Château-Gontier.

PROPOSITION : M. le Maire demande au Conseil municipal de se prononcer sur la candidature de la commune de La Roche-Neuville au Festival départemental « Les Nuits de la Mayenne » pour 2020.

DECISION : Au regard de l'exposé ci-dessus, les membres présents ou représentés du Conseil municipal souhaitent faire acte de candidature au Festival départemental « Les Nuits de la Mayenne » 2020 en proposant le site du Château de la Rongère à Saint-Sulpice, et chargent le Maire d'en informer le président de la Communauté de Communes du Pays de Château-Gontier.

12/ VISITE DU SENAT A PARIS

DCM 2019-11-D-16

RAPPORTEUR : JP FORVEILLE

EXPOSE : M. le Maire rappelle au Conseil municipal que la commune de La Roche-Neuville organise un déplacement à Paris le 13 novembre 2019 pour la visite du Sénat et du Muséum National d'Histoire Naturelle, à l'attention des membres du Club de l'Amitié, des membres du Conseil municipal d'enfants et leurs accompagnateurs et autres membres de la municipalité.

Il précise à cet effet qu'il est nécessaire de fixer le coût de participation à cette journée (transport car + visites + repas).

PROPOSITION : Compte tenu des devis établis pour cette journée, il propose au Conseil municipal de fixer le tarif de participation à 60 € par personne.

DECISION : A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil municipal adopte la proposition du Maire.

QUESTIONS ET INFORMATIONS DIVERSES

M. le Maire donne quelques informations au Conseil municipal concernant les points suivants :

- ✓ Projet de « Petite Cité de Caractère » - commune déléguée de Saint-Sulpice ;
- ✓ Etat d'avancement des chantiers en cours (réfection de l'Eglise de Saint-Sulpice – Construction de l'accueil péri/extrascolaire – Travaux d'aménagement de l'Espace Loisirs du Verger – Travaux d'aménagement de la rue de Bretagne)
- ✓ Dossier projet de réfection de la toiture de l'Eglise de Loigné sur Mayenne

- ✓ Cérémonie du 11 novembre 2019
- ✓ Soirée des bénévoles du 6 décembre 2019
- ✓ Organisation des cérémonies des vœux 2020 à Loigné sur Mayenne le 4 janvier et à Saint-Sulpice le vendredi 17 janvier.